

le même nombre de têtes nucléaires. Mais le Sipri déplore une modernisation de ces stocks, alors que le traité de 2010 sur les mesures visant à réduire et à limiter davantage les armements stratégiques offensifs (New Start) prendra fin en février 2026.

« L'ère de la réduction du nombre d'armes nucléaires dans le monde, en cours depuis la fin de la guerre froide, touche à sa fin », prédit Hans M. Kristensen, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du Sipri. Jean-Marie Collin abonde : « Nous sommes malheureusement dans une phase d'augmentation des arsenaux, nucléaires compris, qui étaient pourtant en baisse depuis 1986. On a vécu la guerre froide, on sait les affres du nucléaire, et les efforts qu'il a fallu pour la désescalade. Le fait que tout ça soit balayé est extrêmement dangereux. »

DES ARMES AMÉRICAINES STATIONNÉES EN EUROPE

Le directeur d'Ican France revient sur une autre conséquence du bellicisme états-unien : les armes nucléaires que Washington stationne dans au moins cinq pays européens, au nom de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Il s'agit de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Turquie. Selon le rapport, les quatre premiers sont en passe d'acheter des dizaines d'avions de chasse F35 pouvant larguer des bombes nucléaires, et plusieurs remettent à niveau leurs bases – Büchel en Allemagne, Kleine-Brogel en Belgique – pour accueillir ces armes funestes. « C'est un secret politique, puisque aucun de ces États ne l'a jamais revendiqué officiellement, mais c'est connu et validé par les différents documents qui existent », affirme Jean-Marie Collin.

« Le parapluie nucléaire a un coût qu'il est très difficile d'estimer, explique-t-il. C'est comme l'euroéanisation du parapluie nucléaire français que veut Emmanuel Macron, ça aura des coûts. Non pas de production, mais de gardienage, d'infrastructures, ainsi qu'un coût pour la démocratie, puisque ces décisions sont secrètes pour les parlementaires et la population. » Outre les risques dramatiques d'une accumulation d'armes atomiques, les peuples subissent aussi les coupes budgétaires dans les services publics, au profit des dépenses militaires. C'est toute l'hypocrisie du plan Rearm Europe de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Et des autres dirigeants occidentaux, qui entendent mettre les citoyens au régime austéritaire pour engranger l'industrie guerrière. ■

AXEL NODINOT

Le 17 juin 2015, neuf personnes rassemblées pour étudier la Bible sont massacrées dans une église noire de Charleston, en Caroline du Sud, par un homme blanc de 21 ans, Dylann Roof. Le jeune suprémaciste avait passé près d'une heure à leurs côtés, bénéficiant de leur hospitalité, avant d'ouvrir le feu. Un manifeste, des photos, un drapeau confédéré, des symboles néo-nazis et des armes... le jeune homme expliquera que sa haine raciste est née de ses lectures autour de l'affaire Trayvon Martin – celle qui a aussi donné naissance à Black Lives Matter, le plus important mouvement social du siècle aux États-Unis. Barack Obama était alors président des États-Unis et avait déclaré que « (s'il avait) un fils, il ressemblerait à Trayvon », exposant ainsi l'ampleur des préjugés racistes dans le pays. Les tensions raciales étaient à leur comble. La veille du massacre, le 16 juin, Donald Trump avait annoncé sa première candidature de manière fracassante, en traitant notamment tous les Mexicains de voleurs, de trafiquants et de criminels. Sa politique hostile à l'immigration ne date donc pas d'aujourd'hui.

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON

«On vous tuera»

Depuis, Donald Trump a été élu, puis a perdu ; le vice-président de Barack Obama, Joe Biden, est à son tour devenu président, puis a perdu ; la vice-présidente de Joe Biden a été candidate, puis Trump a été réélu. Depuis celui de Charleston, d'autres massacres et crimes ont été commis par les suprémacistes blancs anti-Noirs, anti-immigrants, antisémites... En 2019, 23 personnes sont tuées dans un supermarché à El Paso au Texas. En 2020, Kyle Rittenhouse, 17 ans, assassine deux manifestants du mouvement Black Lives Matter à Kenosha, dans le

Wisconsin. Quelques mois plus tôt, un policier à la retraite et son fils coursent et lynchent Ahmaud Arbery alors qu'il fait son jogging à Brunswick, en Géorgie.

Soutenus et énergisés par le président Trump, les nationalistes blancs ont défilé à Charlottesville, en Caroline du Nord, en 2017 jusqu'à prendre d'assaut le Capitole en 2021. « Si vous lancez un pavé, un explosif ou pointez une arme sur un de nos agents, nous notifierons vos familles du lieu de collecte de votre dépouille, on vous tuera et vous serez bons à enterrer. » Ces propos terrifiants d'un shérif de Floride n'étaient évidemment pas dirigés contre les « insurrectionnistes », graciés par Trump, mais visaient les manifestants anti-ICE et sont la suite logique de cette haine raciale rampante et de la montée en puissance du mouvement nationaliste blanc, en réponse aux avancées du mouvement antiraciste et des minorités. Dans ce contexte, savoir si le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, sera le prochain candidat pour s'opposer à Trump me semble passer à côté du vrai problème : le racisme. La condamnation à mort de Dylann Roof ne fera pas plus avancer les choses. ■

« La corruption est symbolique de notre régime monarchique »

ESPAGNE La nouvelle affaire qui frappe l'entourage du premier ministre, Pedro Sanchez, dévoile des dynamiques facilitées par un système politique que la gauche entend dépasser, explique Francisco Sierra Caballero, député Izquierda Unida.

Madrid (Espagne), envoyé spécial.

A lors que le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, est dans la tourmente après la démission d'un de ses proches collaborateurs impliqué dans une affaire de corruption touchant à l'attribution de contrats publics, le député communiste Francisco Sierra Caballero, membre d'Izquierda Unida, voit dans le retour au républicanisme la seule manière de défaire un système qui favorise l'oligarchie économique.

Ce n'est pas la première fois que le chef du gouvernement est éclaboussé - indirectement - par des affaires de corruption. Quel pourrait être l'impact de celle-ci ?

Tant le PSOE (socialiste) que le Parti populaire (PP, droite) ont toujours joué en faveur des intérêts des oligarchies de ce pays, qui sont - tout comme notre système de bipartisme - un héritage du franquisme. La plupart des grands groupes espagnols ont été créés pendant la dictature. Après quarante ans de démocratie restaurée, ces agents économiques

continuent d'opérer avec force et avec les mêmes conséquences : empêcher les majorités sociales d'obtenir des droits. C'est de là que naissent les cas de corruption, qui sont effectivement fréquents dans le secteur des travaux publics.

Avant le PSOE, le PP a dû faire face à de nombreux scandales.

Il n'est pas étonnant de voir de telles affaires éclabousser ces deux partis, étant donné leur union avec le système actuel. Mais s'il est vrai que le PSOE a une âme néolibérale, une nuance s'impose : ses niveaux de corruption économique ne peuvent être assimilés à ceux du PP. On estime que les affaires concernant le PP ont coûté plus de 60 milliards d'euros aux finances publiques. Dans le cas du PSOE, il ne s'agit « que » d'un cinquième de ce montant.

Comment réagit Izquierda Unida ?

Ces chiffres n'excusent en aucun cas le PSOE, et notre position est très sévère sur ce que devrait être une gestion publique éthique, exemplaire, républicaine, devant les citoyens. Nous exigeons que la lutte contre la corruption devienne une action législative, avec

des mesures radicales pour exterminer ce fléau qui impacte la démocratie et favorise la montée de l'extrême droite. Mais ces cas sont une constante de notre régime monarchique, d'où notre volonté de rompre avec ce cadre et de passer à un régime républicain.

La corruption est-elle favorisée par le système lui-même ?

La monarchie est le symbole de ce fléau. D'où notre volonté de changer la forme de l'État. Nous avons besoin d'une révolution citoyenne de rupture, d'une seconde transition dans laquelle nous laisserions derrière nous la monarchie et son allié, l'oligarchie économique, afin de réaliser ce qui fait toujours défaut à notre pays : un changement politique systémique, qui favorise les droits de la majorité de la population. Un système qui cesse de faciliter ces cas de corruption, qui affectent autant la crédibilité de l'État - la confiance du public dans la politique - que les budgets, et qui se répercute sur la qualité des services publics et le développement du pays. En fin de compte, ce sont toujours les classes populaires et laborieuses qui en subissent le plus l'impact. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUIS REYGADA

ENTRETIEN



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS